

**PLAN GÉNÉRAL SIMPLIFIÉ DE COORDINATION**

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

> OPERATION DE 3<sup>EME</sup> CATEGORIE AVEC RISQUES PARTICULIERS COORDINATION SPS  
NIV 3 <

**PGC**<sub>SIMPLIFIE</sub>
**DESAMIANPAGE et DEMOLITION**
**Parcelle AK 443\_44**
**Chemin de La Kabylie**
**34540 VIAS**

DEKRA Industrial  
725 rue Louis Lépine  
Le Millénaire  
34000 MONTPELLIER

Tél. 05.34.47.81.49

**Affaire n° : 54278364**
**Coordonnateurs SPS**

Conception : SERGE ODDOU  
Réalisation : SERGE ODDOU

**Modifications et évolutions**

Date	Indice	Modifications apportées
23/05/2025	A	Version initiale

*Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993, ses décrets d'application et l'arrêté du 25 février 2003 fixant la liste des travaux à risques particuliers*

Version du 13 septembre 2016

## Sommaire

<b>Préambule.....</b>	<b>5</b>
<b>Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier .....</b>	<b>6</b>
• Principes généraux de prévention .....	6
Présentation du projet .....	7
• Description succincte du projet.....	7
• Situation géographique .....	7
• Phasage des travaux et calendrier prévisionnel.....	7
• Catégorie de l'opération .....	7
• Déclaration Préalable .....	7
• Déclaration d'ouverture de chantier .....	7
• Diagnostic avant démolition.....	7
Intervenants concernés par l'opération .....	8
• Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ... ..	8
• Organismes institutionnels de la prévention .....	8
• Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage .....	8
<b>Travaux à réaliser inscrits sur la liste des travaux à risques particuliers (suivant l'arrêté du 25/02/2003) .....</b>	<b>9</b>
<b>Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS .....</b>	<b>11</b>
Description de l'environnement et des servitudes.....	11
• Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins .....	11
• Par rapport aux piétons .....	11
• Par rapport aux constructions voisines .....	11
• Par rapport aux interdictions de survol .....	11
• Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier .....	11
• Par rapport au terrain (la terre, l'eau...).....	11
• Par rapport aux conditions météorologiques.....	12
• Les containers seront fermés à clef afin de ne pas pouvoir s'ouvrir sous l'effet du vent. Les portes des containers ouverts seront bloquer de façon à ne pas pouvoir se refermer sous l'effet du vent. ....	12
• Par rapport à la circulation.....	12
Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers.....	12
• Amiante.....	12
• Plomb.....	12
Accès au chantier .....	12
• Véhicules et personnel .....	12
• Points particuliers.....	12
• Fléchage - Signalétique d'accès .....	12
• Affichage.....	12
• Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.....	12
• Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.).....	13
Utilisation de moyens communs pendant toute la durée du chantier .....	13
• Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges .....	13



• Protections collectives.....	14
Voirie et réseaux divers préalables aux travaux .....	14
Installations de chantier.....	14
• Plan d'installation de chantier.....	14
• Clôtures .....	14
• Stockage des Terres .....	14
• Secours.....	15
Autorisations administratives et démarches diverses .....	15

## **Mesures propres à prévenir les travaux à risques particuliers découlant de l'interférence de ces travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier ..... 16**

1°a - Travaux présentant des risques de chute de hauteur .....	16
1°b - Travaux présentant des risques d'ensevelissement ou d'enlèvement .....	17
2° - Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques .....	17
3° - Travaux de confinement ou de retrait de l'amiante friable .....	17
4° - Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée .....	19
5° - Travaux exposant les travailleurs au risque électriques.....	19
6° - Travaux exposant à des risques de noyade.....	20
7° - Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre .....	20
8° - Travaux en plongée appareillée .....	20
9° - Travaux en milieu hyperbare .....	20
10° - Travaux de démolition, .....	20
11° - Travaux comportant l'usage d'explosifs .....	21
12° - Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds .....	21
13° - Travaux comportant le recours à des appareils de levage.....	22
14° - Travaux réalisés à l'aide d'une nacelle.....	23
15° - Co-activité .....	23
16° - TRAVAUX DE RETRAIT DU PLOMB .....	24
17° - Travaux par forte chaleur.....	26

## **Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier ..... 28**

Respect des contraintes du site .....	28
• Horaires de chantier.....	28
• Horaires et contraintes de livraisons.....	28
Site en exploitation .....	28
Exploitations et chantiers limitrophes ouverts ou prévus .....	28

## **Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant ..... 29**

Nettoyage du chantier .....	29
• Règles générales de nettoyage du chantier.....	29
Démarche environnementale, tri des déchets.....	29
• Objectifs.....	29

## **Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière..... 30**

Organisation des secours.....	30
Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) .....	30
Infirmier.....	30
Dispositions en cas de travail isolé .....	30



Risque incendie .....	31
<b>Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants</b>	
<b>32</b>	
Entreprises désignées par le maître d'ouvrage.....	32
• Les principales obligations de l'entrepreneur désigné par le maître de l'ouvrage .....	32
• Etablissement obligatoire d'un PPSPS simplifié .....	32
• Délais et règle de diffusion du PPSPS simplifié.....	32
inspection commune .....	32
Sous-traitant .....	33
Travailleurs Indépendants .....	33
Travailleurs interimaaires .....	33
Travail dissimulé.....	33
Prêt de main d'oeuvre .....	33
Recensement des accidents du travail .....	34
<b>Annexe(s).....</b>	<b>35</b>
• Annexe 1 – Liste des lot et/ou entreprises désignées par le maître d'ouvrage .....	36
• Annexe 2 – Réglementation sur les installations de chantier .....	37
• Annexe 3 – Documents et procédures nécessaires à l'établissement du DIUO .....	38
• Annexe 4 – Obligations du Maître d'ouvrage en phase réalisation de l'ouvrage.....	39
• Annexe 5 – Obligations du Maître d'œuvre pendant la phase réalisation de l'ouvrage.....	39
• Annexe 6 – Mesures générales de prévention préconisées.....	40
• Annexe 7 – Repérage Amiante et plomb avant démolition (Annexe libre).....	40



## Préambule

*Le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est un document qui doit prendre en considération les mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence de travaux présentant des risques particuliers avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement un des risques particuliers énumérés dans la même liste.*

*Le PGC simplifié est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.*

*A partir du PGC simplifié, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé (PPSPS simplifié).*

*Le PGC simplifié est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.*

*Un exemplaire du PGC simplifié à jour est tenu sur le chantier à disposition :*

- des médecins du travail ;
- des membres des CHSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT/CRAM et de l'OPPBTB.

*Le PGC simplifié est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.*

### **Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage**

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires et sous-traitantes) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé (PPSPS simplifié), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).



# Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier

## Principes généraux de prévention

L'opération est soumise aux dispositions de la loi « Chantiers mobiles et temporaires » N° 93.1418 du 31 décembre 1993 et de son décret d'application N° 94.1159 du 26 décembre 1994.

Le P.G.C. est établi en vue d'intégrer les principes généraux de prévention dans l'organisation de l'opération.

Selon l'article L. 4531-1 du Code du Travail, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur SPS doivent, tant au cours de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet que pendant la réalisation de l'ouvrage, mettre en œuvre les principes généraux de prévention énoncés aux a, b, c, e, f, g et h de l'article L. 4121-2

Les chefs d'entreprises doivent au cours de la phase réalisation, mettre en œuvre les principes généraux de prévention énoncés aux a, b, c, d, e, f, g, h et i de l'article L. 4121-2, pour eux-mêmes et leurs salariés.

- a) Eviter les risques,
- b) Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
- c) Combattre les risques à la source,
- d) Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,*
- e) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
- f) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
- g) Planifier la Prévention en y intégrant dans un ensemble cohérent la technique, l'organisation du travail, les Conditions de Travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,
- h) Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
- i) Donner les instructions appropriées aux travailleurs.*

**Les mesures édictées dans le PGC et celles qui auront été arrêtées lors des inspections communes ou dans les PPSPS des entreprises, resteront applicables par celles-ci pendant les phases de levées des réserves et les travaux ultérieurs ; et ce tout le long de l'année de parfait achèvement.**



## **PRESENTATION DU PROJET**

### **Description succincte du projet**

Les travaux consistent au désamiantage et la démolition de bâtis sur les parcelles AK 443\_44

### **Situation géographique**

PARCELLES AK 443-44

Chemin de La Kabylie

34540 VIAS

### **Phasage des travaux et calendrier prévisionnel**

Date prévisionnelle de début des travaux : Se reporter au planning DCE

Période de préparation : Se reporter au planning DCE

Durée prévisionnelle des travaux : Se reporter au planning DCE

### **Catégorie de l'opération**

L'opération est une opération de catégorie 3

- Non soumise à déclaration préalable
- Non soumise à CISSCT.

### **Déclaration Préalable**

Sans objet.

### **Déclaration d'ouverture de chantier**

Les entreprises employant sur le chantier 10 ouvriers ou plus pendant plus d'une semaine doivent faire une déclaration d'ouverture de chantier sur un imprimé mis à la disposition des entreprises par les caisses régionales de sécurité sociale. Déclaration à envoyer à l'inspection du travail, à la CRAM et à l'OPPBTP

### **Diagnostic avant démolition**

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012, un diagnostic sur la gestion des déchets issus de la démolition est à établir par le maître de l'ouvrage avec l'évaluation des filières de recyclage, conformément au décret n° 2011-610 du 31 mai 2011 ;.



## **INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION**

### **Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ...**

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------

#### **Maître d'ouvrage**

ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER OCCITANIE Batiment 19 Parc Club du Millenaire 1025 Avenue Henri Becquerel 34000 MONTPELLIER	MME Sibylle BESSON	+33 4 99 54 91 15  sibylle.besson@epf-occitanie.fr
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------	----------------------------------------------------------

#### **Maître d'oeuvre**

GINGER DELEO 7 Avenue MERCURE 31130 QUINT FONSEGRIVES	M PARFAIT	  s.parfait@groupeginger.com
-------------------------------------------------------------	-----------	------------------------------------

#### **Coordonnateur SPS**

<b>DEKRA Industrial</b> ACT CSPS LANGUEDOC ROUSSILLON 725 rue Louis Lépine Le Millénaire 34000 MONTPELLIER	Titulaire : C : SERGE ODDOU R : SERGE ODDOU	05.34.47.81.49  serge.oddou@dekra.com
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------	---------------------------------------------

### **Organismes institutionnels de la prévention**

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------

#### **CARSAT Languedoc - Roussillon**

29 Cours Gambetta CS 49001 34068 MONTPELLIER CEDEX 2	M.OLIVIER François	04 67 69.69.00 04 67 12 90 10 francois.olivier@carsat-lr.fr
------------------------------------------------------------	--------------------	-------------------------------------------------------------------

#### **OPPBTP Comité Régional Languedoc Roussillon**

Immeuble FAHRENHEIT 120, avenue Nina SIMONE 34000 MONTPELLIER	Pierre AUDRIN	04 67 63 47 50 04 67 54 54 14 pierre.audrin@oppbtp.fr
---------------------------------------------------------------------	---------------	-------------------------------------------------------------

#### **DIRECCTE**

INSPECTION DU TRAVAIL 615 Boulevard d'Antigone CS 19002 34064 MONTPELLIER CEDEX 2	Mame Drame	04 67 22 88 88 04 67 22 88 99 mame.drame@direccte.gouv.fr
--------------------------------------------------------------------------------------------	------------	-----------------------------------------------------------------

### **Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage**

Voir en annexe 1 du présent PGC simplifié la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.





## Travaux à réaliser inscrits sur la liste des travaux à risques particuliers (suivant l'arrêté du 25/02/2003)

1°a	Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs : - à des risques de chute de hauteur (1)	<b>oui</b>
1°b	Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs : - à des risques d'ensevelissement ou d'enlèvement.	non
2°	Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens de l'article R. 4624-19, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982 susvisé, ainsi que des articles R. 4411-44 et R. 4426-7	non
3°	Travaux de retrait ou de confinement d'amiante (2)	<b>oui</b>
4°	Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret 28 avril 1975 susvisé.	non
5°	Travaux exposant les travailleurs au risque électrique.	<b>oui</b>
6°	Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade.	non
7°	Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre	non
8°	Travaux en plongée appareillée	non
9°	Travaux en milieu hyperbare	non
10°	Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation.	<b>oui</b>
11°	Travaux comportant l'usage d'explosifs	non
12°	Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article 170 (3) du décret du 8 janvier 1965 susvisé	non
13°	Travaux comportant le recours à des appareils de levage , tels que grues mobiles / Auxiliaire	<b>oui</b>

- (1) l'article 5 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965, a été abrogé par le décret n° 2004-924 du 1<sup>er</sup> septembre 2004, l'article 4253-58 du code du travail ne fait pas référence au risque de chute de hauteur de plus de 3 mètres pour prescrire la mise en œuvre de protections collectives. Dans l'évaluation du risque, le critère de hauteur n'est pas seul pertinent, une chute de hauteur inférieure pouvant en fonction des conditions d'environnement avoir des conséquences plus importantes.
- (2) Le décret du 7 février 1996 a été abrogé, par le décret du 30 juin 2006. Le décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 a supprimé la notion de matériaux « friables » et « non friables ».
- (3) Le décret du 8 janvier 1965 a été abrogé, l'article 170 a été re-codifié à l'article R. 4534-103 du code du travail.



## Complément à l'analyse des risques (hors arrêté du 25/02/2003)

14°	Travaux réalisée à l'aide d'une nacelle	<b>oui</b>
15°	Co-activité	<b>oui</b>
16°	Travaux de retrait du plomb	<b>oui</b>
17°	Travaux par forte chaleur	<b>oui</b>



# Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

## DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

### **Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins**

Les travaux se dérouleront sur une parcelle avec des bâtis chemin de la Kabylie sur VIAS Plage à proximité de campings .

L'ensemble des dispositifs pour les travaux ne devra en aucun cas engendrer de nouveaux risques pour la circulation des piétons et des véhicules.

Les entreprises prendront toutes les précautions d'usage, sans limite de prestations, concernant les ouvrages mitoyens et voisins, les réseaux enterrés ou aériens.

Pendant la durée des travaux, le public devra être dirigé hors des enceintes du chantier.

### **Par rapport aux piétons**

Le chantier sera clos et interdit au public.

### **Par rapport aux constructions voisines**

Les entreprises devront veiller à ne pas entraver la vie au alentour du chantier. L'objectif étant de limiter les nuisances sonores, les poussières, l'encombrement des voiries etc.

### **Par rapport aux interdictions de survol**

Interdiction absolue de survol par tout type d'appareil de levage de ligne électrique ou établissement en activité.

### **Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier**

Les réseaux à conserver ou à dévier seront précisés en fonction des DICT. (Déclaration d'intention de commencement de travaux).

Chaque entreprise devra tenir compte des observations qui lui seront faites par les différents concessionnaires. Si les travaux débutent plus de trois mois après la réception du récépissé de la DICT, une nouvelle déclaration devra être effectuée auprès des exploitants de réseaux.

**Les entreprises devront s'assurer de la neutralisation des réseaux existants avant travaux. Un PV de consignation devra être établi. ( GAZ / ELECT/ et Autres ....)**

Dans tous les cas, l'entreprise est tenue de vérifier, avant démarrage des travaux, la nature et la position des ouvrages.

Les personnels exécutant des travaux à proximité des réseaux aériens, enterrés et subaquatiques de toutes catégories devront être titulaire d'une **Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR)** délivrée par leur employeur.

### **Par rapport au terrain (la terre, l'eau...)**

Le démarrage des travaux de démolition ne pourra s'effectuer qu'après :

- La sécurisation des zones dangereuses
- La consignations des réseaux secs et humides .
- Le désamiantage
- L'obtention et l'affichage du permis de démolir lorsque celui-ci est requis
- le récolement et l'implantation des réseaux .
- La mise en place des clôtures de chantier
- La mise en place des installations de chantier
- L'obtention et l'affichage des arrêtés de voirie.



## **Par rapport aux conditions météorologiques**

Chaque intervenant prendra en compte les risques météorologiques avant et durant l'intervention, notamment l'effet du vent et bourrasques sur les charges lors des levages, sur la fixation des éléments légers (filets...), sur les portes des bungalows et véhicules enfin sur toute matière ou matériaux légers pouvant s'envoler.

Les levages seront stoppés et les engins de levages mobiles (grues mobiles, nacelles PEMP...) seront repliés en cas de conditions orageuses.

Les containers seront fermés à clef afin de ne pas pouvoir s'ouvrir sous l'effet du vent. Les portes des containers ouverts seront bloquer de façon à ne pas pouvoir se refermer sous l'effet du vent.

**Il appartient à l'employeur de définir la conduite à tenir lors de la survenance de situations anormales prévisibles (vent violent) comme le prévoit l'Article R4323-1.**

## **Par rapport à la circulation**

L'entrée et la sortie du chantier peut s'avérer dangereuse par manque de visibilité. Les entreprises devront prendre toutes les précautions de sécurité nécessaires pour sortir de la zone chantier, un homme trafic sera obligatoire. Le code de la route sera respecté

## **PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS**

### **Amiante**

Un repérage avant démolition, conformément à l'article R. 1334-27 du code de la santé publique a été réalisé par le maître d'ouvrage. Des matériaux contenant de l'amiante sont présents. Pour complément voir les pièces marché.

### **Plomb**

Conformément à l'arrêté du 12 juillet 1999, art. 4 et par application du décret 88-120 du 1er février 1988, modifié par les décrets 95-608 et 96-364, le Maître d'Ouvrage a fait établir un diagnostic plomb avant démolition. ( Pour complément voir les pièces marché.)

## **ACCES AU CHANTIER**

### **Véhicules et personnel**

L'accès au chantier se fera par le chemin de la Kabylie.

### **Points particuliers**

Les véhicules en stationnement ne devront pas gêner la circulation et les accès des secours.

### **Fléchage - Signalétique d'accès**

Une signalisation d'accès au chantier sera s'il y a lieu mise en place. Chaque entrepreneur informera ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra un plan d'accès.

### **Affichage**

**A la charge du lot** Affichage obligatoire : panneaux « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ».

Outre l'affichage du permis de démolir suivant les dispositions de l'article A 421-7 du code de l'urbanisme, tout entrepreneur (entreprises titulaires des différents lots, sous traitants et travailleurs indépendants) travaillant sur le chantier doit avoir affiché son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse. L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles depuis la voie publique.

### **Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier**

Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisés à accéder au chantier.

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locataires, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques...) devront être accompagnées par l'entreprise concernée par leur intervention. L'entreprise concernée devra réaliser l'accueil de ces intervenants.



Les salariés devront être équipés d'une tenue au nom de leur société. Tout salarié présent sur le site devra être identifié et identifiable

Le portail d'accès au chantier sera fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité du chantier.

**Rappel :** Les ouvriers du BTP devront posséder une carte d'identification professionnelle (obligatoire depuis la loi Macron) afin de lutter contre le travail illégal.

Les employeurs doivent demander cette carte, pour tout salarié (CDI, intérimaires, apprentis...), amené à intervenir sur un chantier du BTP. La demande de carte se fait exclusivement en ligne sur le site <http://www.cartetbtp.fr/>.

## Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)

Tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé est tenu au port des protections individuelles adaptées à son intervention sur le chantier. EPI spécifiques pour travaux spécifiques (soudage, sablage etc.).

Les EPI doivent être vérifiés périodiquement et remplacés quand ils sont détériorés. Sauf cas particuliers, les EPI sont à usage personnel pour des raisons d'hygiène.

EPI imposés en permanence dans l'enceinte du chantier:

- Casque et chaussures de sécurité (si possible montantes).
- Vêtement haute visibilité à l'extérieur pour tous travaux à proximité d'engins ou en présence d'engin de levage.

Lunettes de sécurité conseillées ; notamment dans les zones exposées au vent et à la poussière.

Les différents fournisseurs sont aussi assujettis à ces obligations. L'entretien et la bonne tenue de ces protections sont à la charge de l'entreprise.

Bien que la responsabilité du port des EPI par les salariés appartienne au responsable de l'entreprise titulaire, en cas de manquement, le coordonnateur SPS aura autorité pour que les dispositions requises soient appliquées par les intervenants.

Les contrôles périodiques des EPI doivent être mentionnés au Registre de sécurité.

Les EPI du personnel intérimaire sont fournis par la société de travail temporaire. En cas de défaillance, l'entreprise utilisatrice de ce personnel fournira l'équipement manquant. Aucun personnel intérimaire ne pourra travailler sur site sans être équipé.

### Pour information :

Le casque permet de protéger la partie supérieure du crâne contre les risques de chocs et de perforation provoqués par des chutes d'objets, des heurts contre des objets fixes ou par la chute de la personne elle-même.

La casquette à coque renforcée protège des lacerations du scalp et des plaies du cuir chevelu ainsi que des heurts intervenant lors du déplacement de la personne.

En présence **d'engins de levage, de chutes d'objets potentielles**, de co-activité travaux, le port du casque reste obligatoire pour l'ensemble du personnel sur le chantier.

### Rappel :

C'est le chef d'entreprise qui détermine en fonction de son évaluation du risque la dotation et la fourniture des EPI pour ces salariés.

## UTILISATION DE MOYENS COMMUNS PENDANT TOUTE LA DUREE DU CHANTIER

Pendant toute la durée du chantier, il sera favorisé la mise en commun :

- des moyens de protection sur le chantier conformément à l'application des principes généraux de prévention (cf. article du Code du Travail L 4531-1).
- des infrastructures du chantier (cantonnement, ensemble des installations réglementaires...),
- des moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges
- des protections collectives
- des échafaudages.

## Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges

La nouvelle recommandation CNAMTS R 477, du 7 avril 2015, remplaçant la R 445 : Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers, sera appliquée.



## Protections collectives

Le titulaire du **lot** aura à sa charge la mise en place et le maintien des protections collectives du chantier.  
La maintenance des protections collectives appartient à l'intervenant qui les déplace pour réaliser ses propres travaux ; en cas de modification elles doivent conserver leur efficacité initiale.

### Rappel

L'entreprise doit la protection de ses ouvrages  
L'entreprise est responsable de sa zone de travaux.

## VOIRIE ET RESEAUX DIVERS PREALABLES AUX TRAVAUX

Raccordement au réseau d'Eau Potable	Sur Comptage existant ou tonne à eau et bouteille d'eau potable.	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	LOT Désamiantage - Démolition
Evacuation des eaux usées	Sanitaire autonome	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	LOT Désamiantage - Démolition
Raccordement au réseau Electrique	Raccordement sur transformateur existant ou sur groupe électrogène	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	LOT Désamiantage - Démolition

## INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les travaux proprement dits ne pourront débuter qu'après l'installation des locaux de chantier et le raccordement aux différents réseaux du site. La base vie sera conforme à la réglementation. Le cantonnement sera dimensionné en fonction de l'effectif de pointe du chantier. Les installations devront perdurer jusqu'à la fin du chantier.

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques seront prévus dans les locaux réservés au personnel. (ex : extincteur CO<sup>2</sup> à proximité des armoires électriques).

La zone d'implantation de la base vie sera identifiée au cours de la phase de préparation du chantier.

La consistance et la maintenance des installations d'accueil du personnel de chantier sont définies par le Code du travail.  
Un tableau récapitulatif de la réglementation se trouve en annexe 2 du PGC

**Rappel** : Le personnel doit avoir accès à un point d'eau, à un local sanitaire, à un abri ou il peut se restaurer dans de bonne condition d'hygiène et de sécurité.

Si la disposition des lieux ne permet pas de mettre en place ces installations, l'employeur est tenu de rechercher à proximité du chantier un local ou un emplacement offrant des conditions au moins équivalentes.

**Il est interdit de se restaurer dans les zones de travaux.** Le personnel doit utiliser les locaux prévus à cet effet

## Plan d'installation de chantier

Le plan d'installation de chantier sera établi par l'entreprise titulaire du **lot** .

## Clôtures

La responsabilité du fait de la chose suivant l'article 1384 du code civil est engagée en l'absence de clôture.  
Le chantier sera totalement clos. Les éléments de clôture seront jointifs et reliés entre eux. Son franchissement par des tiers non autorisés supposant une volonté d'effraction.

## Stockage des Terres

Sans objet pour le projet.



## Secours

Les entreprises seront équipées de téléphone(s) portable. Les numéros d'alerte avec consignes « en cas d'accident » seront détenus voire affichés à proximité des postes de travail. Les consignes devront pouvoir être comprises par l'ensemble des personnels quelque soit leur nationalité. **Parallèlement, les entreprises étrangères ou employant du personnel étranger devront avoir en permanence sur le chantier une personne parlant français.**  
**Le PPSPS des entreprises étrangères ainsi que les différentes procédures seront en français et dans la langue du pays d'origine.**

## AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :

Démarches administratives	Services concernés	Réalisées par :
D.I.C.T. sur les réseaux des concessionnaires	Ensemble des concessionnaires	Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage des ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques
Prise RV pour <b>inspection commune préalable</b> + Envoi obligatoire (par email) des <b>PPSPS</b> au CSPS avant intervention	Le Coordonnateur SPS DEKRA <b>(Prendre Rendez-vous pour la visite d'inspection commune auprès du CSPS)</b>	Toutes les entreprises, sous-traitants et travailleurs indépendants devant travailler dans l'emprise chantier
Envoi du PPSPS du lot principal, du lot gros œuvre, des lots présentant des risques particuliers prévue à l'article L4532-8	- Inspection du Travail - CARSAT/CRAM - OPPBTP	LOT Désamiantage - Démolition
Envoi du plan de retrait amiante ( 30 jrs avant )	- Inspection du Travail - CARSAT/CRAM - OPPBTP	LOT Désamiantage - Démolition
Autorisation de voirie pour occupation ou travaux sur la voie publique	Services techniques des villes concernées	LOT Désamiantage - Démolition



# Mesures propres à prévenir les travaux à risques particuliers découlant de l'interférence de ces travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier

Conformément à l'article R. 4532-52 du code du travail, le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé doit prendre en considération les mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence de travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement un des risques particuliers énumérés dans la même liste.

Si au cours des travaux, il s'avérait qu'une entreprise exécute des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste de l'arrêté du 25 février 2003, elle devra le signaler au coordonnateur SPS et notamment lors de la visite d'inspection commune.

## **1°A - TRAVAUX PRESENTANT DES RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR**

Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :

- à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres\*, au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;

*\* l'article 5 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965, a été abrogé par le décret n° 2004-924 du 1<sup>er</sup> septembre 2004, l'article 4523-58 du code du travail ne fait pas référence au risque de chute de hauteur de plus de 3 mètres pour prescrire la mise en œuvre de protections collectives.*

*Dans l'évaluation du risque, le critère de hauteur n'est pas seul pertinent, une chute de hauteur inférieure pouvant en fonction des conditions d'environnement avoir des conséquences plus importantes.*

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Travaux en hauteur de toute nature à l'intérieur des locaux : Interventions en faux-plafond ; Intervention en hauteur sur façade extérieure / Risque de chute de hauteur, de chute de matériel	Installation de sécurités collectives réglementaires sur les accès et les postes de travail en fonction de la hauteur d'intervention :  - Travaux de faible hauteur ; des plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m ;  - Hauteur > de 2,50 m ; Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle sera imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention.  En fonction du risque exporté la zone de travaux sera isolée par un balisage et une signalisation de sécurité.	LOT Désamiantage - Démolition
Travaux et circulation autour des Excavations , fouilles et regards.	<b>Rappel :</b> Le travail à proximité d'une fouille, d'un puits, d'une piscine, d'un regard est considéré comme un travail en hauteur dans la mesure où il expose le salarié à un risque de chute.  Les puits, les piscines, les fouilles et les regards seront protégés vis-à-vis du risque de chute dans l'ouvrage par des protections rigides. La protection réalisée avec de la rubalise est interdite sur le chantier.	LOT Désamiantage - Démolition





Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Travaux en hauteur sur toitures  Risque de chute de hauteur, de chute de matériel, à l'intérieur de la charpente et à l'extérieur du toit.  Risque de chute à travers un matériau fragile	Les travaux sur toitures seront exécutés conformément aux articles R. 4534- 85 à 94 du code du travail.	LOT Désamiantage - Démolition

Suivant le décret n° 2004-924 du 1<sup>er</sup> septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective.

Le recours à la protection individuelle type harnais, doit être réservé aux cas exceptionnels (lorsque les dispositifs de protections collectives ne peuvent être mis en œuvre).

### **1°B - TRAVAUX PRESENTANT DES RISQUES D'ENSEVELISSEMENT OU D'ENLISEMENT**

Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :

- à des risques d'ensevelissement ou d'enlèvement.

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Sans objet pour le projet		

### **2° - TRAVAUX EXPOSANT LES TRAVAILLEURS A DES SUBSTANCES CHIMIQUES OU A DES AGENTS BIOLOGIQUES**

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Sans objet pour le projet		

### **3° - TRAVAUX DE CONFINEMENT OU DE RETRAIT DE L'AMIANTE FRIABLE**

Le décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 ne faisant plus la distinction entre matériaux « friables » et « non friables ». Il a donc été pris en compte dans le présent PGC simplifié que toute action ou intervention sur tout matériau contenant de l'amiante, l'application stricte du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 sur les risques d'exposition à l'amiante.

Travaux à réaliser sans co-activité.

Les travaux d'encapsulage, de retrait ou en présence d'amiante ne pourront débuter qu'après le marquage de tous les matériaux, composants, équipements ou parties d'équipement contenant de l'amiante.

Le CSPS préconise avant le début du désamiantage un test de fumée afin de valider le confinement mis en place

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant  Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou	L'entreprise effectuant le retrait de l'amiante devra être certifiée et son personnel formé. L'ensemble des travaux présentant un risque d'exposition à l'amiante devra être réalisé dans des zones totalement isolées sans aucune co-activité. L'ensemble des procédures de dépose, d'évacuation et de suivi des déchets concernés devra impérativement suivre	LOT Désamiantage - Démolition



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres	la Section 3 : Risque d'exposition à l'amiante, articles R. 4412-94 à 148 du code du travail.	
Etablissement d'un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage (sous-section 3)	<p>L'entreprise établit un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage en fonction de l'évaluation des risques et conformément aux articles R. 4412-133 à 138 du code du travail issu du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012, en précisant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le type et les quantités d'amiante manipulés ;</li> <li>- Le lieu où les travaux sont réalisés, la date de commencement, la durée probable et le nombre de travailleurs impliqués ;</li> <li>- Les méthodes de mise en œuvre lorsque les travaux impliquent la manipulation d'amiante ou de matériaux en contenant ;</li> <li>- Les caractéristiques des équipements à utiliser pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ;</li> <li>- La fréquence et les modalités des contrôles réalisés sur le chantier ;</li> <li>- Les durées et temps déterminés en tenant compte de la pénibilité de chaque tâche ;</li> <li>- .../...</li> </ul> <p>Le plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage établi par l'entreprise sera adressé pour validation à l'inspection du travail et aux organismes de prévention, 1 mois avant le démarrage des travaux.</p>	<p>LOT</p> <p>Désamiantage - Démolition</p>
Mesures de prélèvement atmosphérique dues par l'entreprise de désamiantage	<p>Des mesures de prélèvement atmosphérique seront réalisées par l'entreprise effectuant les travaux de désamiantage (sous-section 3) dans le cadre de la protection des travailleurs et de leur environnement :</p> <p>– <b>Pendant les travaux de désamiantage,</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mesures de l'exposition du personnel manipulant ou intervenant sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante suivant la VLEP de l'article R. 4412-100 du code du travail ;</li> <li>• mesures dans l'environnement (en ambiance) "1° Dans la zone d'approche de la zone de travail ; 2° Dans la zone de récupération ; 3° En des points du bâtiment dans lequel se déroulent les travaux ; 4° A proximité des extracteurs dans la zone de leur rejet ; 5° En limite de périmètre du site des travaux pour les travaux effectués à l'extérieur." selon l'article R. 4412-128 du code du travail ;</li> </ul> <p>– <b>Avant démantèlement de l'isolement,</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• prélèvement d'air en zone : Mesure dite «de 1<sup>ère</sup> restitution» suivant article R. 4412-140 du code du travail (+ article 12 de l'arrêté du 08 avril 2013 / MPC).</li> </ul>	<p>LOT</p> <p>Désamiantage - Démolition</p>
Mesures de prélèvement atmosphérique dues par le maître d'ouvrage	<p>Des mesures de prélèvement atmosphérique seront réalisées par le maître d'ouvrage, dans le cadre de son évaluation des risques et de son devoir d'information :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Après intervention en sous-section 3, et avant prise de possession des lieux par les entreprises de Corps d'Etat Secondaires, mesure communément appelée «fin de chantier amiante»;</li> <li>• Avant restitution des lieux au public dans le cadre</li> </ul>	<p>Maître d'Ouvrage</p>



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	d'un ERP ou aux travailleurs dans le cadre d'un établissement lieu de travail (occupants habituels des locaux) : «Mesure dite de 2ème restitution» suivant article R. 1334-29-3 du code de la santé publique / MPCA Listes A & B.	

#### Mesures à prendre en cas de découverte d'amiante pendant les travaux

ARRET du POSTE DE TRAVAIL voire ARRET de CHANTIER

- Rendre étanche (confiner) la zone impactée afin de supprimer la propagation des poussières.
- Organiser une campagne de mesures d'empoussièrement dans les zones chantier et dans les locaux pouvant être impactés.
- Mandater une entreprise pour refaire un repérage amiante avant travaux et organiser le marquage de tous les matériaux, équipements ou parties d'équipements, composants contenant de l'amiante.
- Evacuer l'ensemble des gravats qui sont tous considérés comme amiantés sous couvert d'un nouveau plan de retrait amiante

#### **4° - TRAVAUX EXPOSANT A DES RADIATIONS IONISANTES EN ZONE CONTROLEE OU SURVEILLEE**

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Sans objet pour le projet		

#### **5° - TRAVAUX EXPOSANT LES TRAVAILLEURS AU RISQUE ELECTRIQUES**

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Travaux de branchement électrique / Risque d'électrisation	Les travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques extérieures seront exécutés conformément aux articles R. 4534-107 à 125 du code du travail.  Neutralisation des réseaux électriques avant les travaux de branchement par du personnel électricien habilité.  Après le branchement exécuté, prévenir et signaler de la mise sous tension du réseau même s'il s'agit d'une mise sous tension partielle.  Port des EPI spécifiques aux travaux électriques.	LOT Désamiantage - Démolition
Travaux de façades à proximité d'une ligne aérienne non protégée, travaux exécutés hors tension / Risque d'électrisation	Les travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques extérieures seront exécutés conformément aux articles R. 4534-107 à 125 du code du travail.  Neutralisation des réseaux électriques avant les travaux de façades par du personnel électricien habilité.  Après neutralisation, prévenir et signaler de la mise sous tension du réseau.	LOT Désamiantage - Démolition
Travaux d'électricité de mise hors tension d'une zone de travaux / Risque d'électrisation	Les travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques situées à l'intérieur des locaux seront exécutés conformément aux articles R. 4534- 126 à 130 du code du travail.  Mise hors tension des réseaux électriques avant les travaux de démolition par du personnel électricien habilité.	LOT Désamiantage - Démolition



Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
	Après mise hors tension du réseau l'entreprise établira une attestation de consignation du réseau de manière à ce que les entreprises interviennent sur la zone de travaux neutralisée.  Port des EPI spécifiques aux travaux électriques.	

## **6° - TRAVAUX EXPOSANT A DES RISQUES DE NOYADE**

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Sans objet pour le projet		

## **7° - TRAVAUX DE PUITS, DE TERRASSEMENTS SOUTERRAINS, DE TUNNELS, DE REPRISE EN SOUS-ŒUVRE**

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Sans objet pour le projet		

## **8° - TRAVAUX EN PLONGEE APPAREILLEE**

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Sans objet pour le projet		

## **9° - TRAVAUX EN MILIEU HYPERBARE**

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Sans objet pour le projet		

## **10° - TRAVAUX DE DEMOLITION,**

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Travaux de démolition	<p>Les travaux de démolition seront exécutés conformément :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aux articles R. 4534- 60 à 73 du code du travail</li> <li>- aux prescriptions de la recommandation CRAM R346 et CRAMIF n°18.</li> </ul> <p>Travaux à <b>réaliser sans superposition et sans co-activité.</b></p> <p>Avant démolition, l'entreprise devra recueillir tous les plans de récolement des réseaux (électriques, fluides). L'ensemble des réseaux sous tension sera déconnecté et condamné. Un PV de consignation sera réalisé par l'EU avant le démarrage des travaux.</p> <p>La zone de démolition sera clôturée par des barrières pour interdire l'accès aux personnes non autorisées. Seuls les personnels du lot démolition pourront y accéder.</p> <p><b>La démolition ne pourra se faire à l'explosif, à la boule.</b></p> <p>Les travaux seront réalisés à l'aide d'engins adaptés à la configuration des lieux et équipés d'outils de démolition, tels</p>	<p><b>LOT</b></p> <p><b>Désamiantage - Démolition</b></p>



Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
	<p>que pinces à béton, brise-roches, godets etc. (Les cabines seront équipées d'une protection contre la chute d'objets).</p> <p>L'espace libre autour de l'ouvrage à démolir devra tenir compte des distances prévisionnelles des projections des gravats et des débattements nécessaires aux engins.</p> <p>Dans les zones exigües, polluées ou exposées à des éboulements, effondrements, l'utilisation d'engins pilotés à distance sera priorisée.</p> <p>Tous les accès (portes etc.) donnant sur la zone des travaux seront condamnés. Un affichage d'interdiction d'accès complètera ces condamnations.</p> <p>Toutes les précautions seront prises pour que le reste de la construction ne subisse aucune déformation, ni dégradation. L'entreprise effectuera des sondages et reconnaissances nécessaires de l'ossature, des ancrages et fixations, solidaires ou en rapport avec l'ensemble à démolir.</p> <p>Des étalements, chevalements et calage nécessaires à la bonne tenue de la construction seront si nécessaire installés jusqu'à la fin des travaux de consolidation et d'aménagement.</p> <p>Les matériaux seront abattus vers l'intérieur ou dans une direction où il ne peut y avoir aucun risque de dévalement, rebondissement, éparpillement etc.</p> <p>Interdiction de tirer, pousser sur des éléments en emprise dans un mur (transmission des efforts à d'autres parties de la construction).</p> <p>Utilisation de goulotte à gravats dans les bâtiments à étage pour évacuer les gravats provenant de démolition intérieure (cloisonnement etc.).</p> <p>Interdiction de jeter des matériaux par les trémies ou les ouvertures.</p> <p><b>Supprimer la propagation des poussières</b> (choix du matériel et pulvérisation d'eau pour abattre les poussières).</p> <p>Les matériaux seront évacués ou stockés au fur et à mesure des démolitions</p> <p>Port des EPI adaptés aux risques générés.</p> <p>Respect des procédures et modes opératoires associés.</p>	

## **11° - TRAVAUX COMPORTANT L'USAGE D'EXPLOSIFS**

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Sans objet pour le projet		

## **12° - TRAVAUX DE MONTAGE OU DE DEMONTAGE D'ELEMENTS PREFABRIQUES LOURDS**

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Sans objet pour le projet		



## 13° - TRAVAUX COMPORTANT LE RECOURS A DES APPAREILS DE LEVAGE

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Levage / Risques liés à l'utilisation de l'appareil de levage : renversement ou retombée de charge	<p>La recommandation de la CNAMTS R. 383 modifiée, pour l'utilisation de la grue mobile est applicable en ce qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la procédure de délivrance par l'employeur d'une autorisation de conduite ;</li> <li>- les conditions d'obtention d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES).</li> </ul> <p>Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera tenu à disposition dans l'appareil.</p> <p>Le levage ne pourra s'effectuer qu'en présence de bonnes conditions climatiques.</p> <p>Protection de l'ensemble de la zone de levage et d'approvisionnement pour interdire l'accès aux personnes non autorisées, par mise en place de barrières jointives de type police et d'une signalisation de sécurité.</p> <p>Pour l'opération de chargement ou de déchargement les recettes seront aménagées conformément à l'article R. 4534-21 du code du travail.</p> <p>Interdiction de stationner et circuler sous la charge.</p>	<p>LOT</p> <p>Désamiantage - Démolition</p>

Les entreprises tiendront compte dans leur installation (de grue ou engins de levage), des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAMTS.

Le positionnement de la grue ou engins de levage devra tenir compte des obstacles potentiels dans sa zone d'évolution afin d'éviter les situations à risques.

Les zones d'actions seront différenciées pour chaque grue (point de livraison, zones de stockage matériels et matériaux). En cas d'impossibilité un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites sera mis en place.

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement	Les engins de terrassement ne peuvent effectuer des opérations de levage que s'ils sont équipés de dispositifs de sécurité sur les organes de relevage et d'un système d'accrochage de la charge s'opposant à un décrochage accidentel	<p>LOT</p> <p>Désamiantage - Démolition</p>
Examen d'adéquation	<p>Avant sa mise en service sur le site, chaque engin ou accessoire de levage fera l'objet d'un examen d'adéquation effectué par une personne qualifiée de l'entreprise. Une copie de cet examen d'adéquation pourra être demandée à l'entreprise concernée par le maître d'œuvre et le CSPS avant l'opération de levage.</p> <p><u>Examen d'adéquation</u> : c'est vérifier que l'appareil et les appareils de levage utilisés sont bien adaptés et dimensionnés aux travaux que l'on prévoit d'effectuer.</p>	<p>LOT</p> <p>Désamiantage - Démolition</p>
Sécurité de l'élingueur	<p>La sécurité de l'élingueur sera assurée par le respect des règles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- reconnaître le parcours qui sera effectué avec la charge</li> <li>- dégager les allées de circulation et le lieu de dépose de la charge</li> <li>- faire un examen visuel de l'accessoire de levage avant son utilisation. En cas de détérioration, ne pas utiliser l'accessoire.</li> <li>- rendre les éléments de la charge solidaires avant élingage à l'aide d'un cerclage métallique, fils d'acier, panier, big-bag etc.</li> <li>- ne jamais soulever la charge en accrochant l'élingue sur le</li> </ul>	<p>LOT</p> <p>Désamiantage - Démolition</p>



Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
	dispositif de cerclage - ne jamais se trouver sous la charge ni déplacer la charge au-dessus des personnes - ne jamais se trouver entre la charge et un obstacle fixe ou un mur pour éviter l'écrasement en cas de balancement de la charge ou de mauvaise manœuvre	

La zone de levage et la zone d'évolution de l'engin seront balisées de façon à prévenir la circulation éventuelle de personnes.

L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié conformément aux arrêtés du 1<sup>er</sup>, 2 et 3 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification devront être communiqués au coordonnateur SPS et disponible sur le chantier ou sur l'appareil

### Rappel :

Les entreprises fourniront sur demande au coordonnateur SPS le rapport de contrôle de l'appareil de levage concerné par les travaux, ainsi que l'autorisation de conduite du conducteur de l'équipement de travail

**Il est interdit à l'opérateur d'abandonner le contrôle de l'engin de levage tant qu'une charge est suspendue à celui-ci.**

## 14° - TRAVAUX REALISES A L'AIDE D'UNE NACELLE

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Travaux réalisés à l'aide d'une nacelle ou PEMP (plate-forme élévatrice mobile de personnel)	En prévision du risque de collision, heurt, basculement, écrasement, coincement, éjection du conducteur, les nacelles seront manipulées dans le respect des règles d'utilisation définies dans la notice d'instructions du constructeur. Les personnels seront formés et autorisés. La personne manœuvrant la nacelle sera titulaire d'une autorisation de conduite. La zone d'évolution de la nacelle sera balisée et interdite d'accès à toute personne étrangère à l'intervention. Les conditions du sol seront adaptées aux déplacements de la nacelle. Les obstacles seront dans la mesure du possible retirés. Le choix de la nacelle (type) se fera en fonction de la zone d'intervention (contraintes de l'environnement) et de la nature des travaux à réaliser. La charge maximale d'utilisation de la nacelle sera respectée. Présence au sol obligatoire d'un opérateur supplémentaire pour guider l'opérateur en nacelle, alerter les secours en cas de besoin et assurer la surveillance de l'environnement. A l'extérieur, le travail à la nacelle sera stoppé dès lors que le vent dépasse les 45 km/h. Le conducteur ou tout autre opérateur élevé à l'aide d'une PEMP doit toujours conserver les pieds sur le plancher quelles que soient les circonstances. <b>Il est interdit de quitter le panier de la nacelle ; notamment pour ce rendre à un niveau supérieur.</b>	LOT Désamiantage - Démolition

## 15° - CO-ACTIVITE

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Travaux en co-activité	Le planning devra : - prendre en compte l'application des principes généraux de prévention afin de supprimer les risques liés aux interférences des interventions simultanées et successives des entreprises - interdire toute les co-activités dangereuses - prendre en compte les « consignes » gouvernementales et futures recommandations post-Covid de l'OPPBTP,	Tous





Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- tenir compte de la situation géographique du chantier et des conditions climatiques particulières qui peuvent avoir une incidence sur le déroulement des travaux, suivant les périodes d'exécution.</li> </ul> <p>L'entreprise laissant la place à une autre entreprise devra s'assurer de la mise en sécurité de la zone de travaux afin de supprimer les risques liés aux activités successives.</p> <p><b>Les entreprises ne pourront partir en week-end qu'après avoir sécurisée leurs zones d'activité.</b></p>	

## **16° - TRAVAUX DE RETRAIT DU PLOMB**

Organisation concernée	Mesure de Coordination
<p>Travaux de retrait du plomb</p> <p>Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de poussières de plomb.</p>	<p><b>Les entreprises intervenantes doivent mettre en application les dispositions réglementaires définies par la législation en vigueur concernant la présence d'éléments contenant du Plomb :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décrets 65-48 du 8 janvier 1965 et 94-1159 du 26 décembre 1994.</li> <li>- Code du travail : articles L.230-2 L4121-1</li> <li>- Note technique INRS ED 909</li> </ul> <p>L'évaluation des risques doit prendre en compte la toxicité des poussières induite par la concentration de plomb dans les peintures et la quantité de poussières émises lors des travaux qui est :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Importante lors de grattage, de piochage, de démolition même partielle,</li> <li>- Limitée lors de percement, scellement ponctuel et d'aspiration de surfaces écaillées ou pulvérulentes.</li> </ul> <p>L'entreprise effectuant le retrait du plomb devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organiser, en liaison avec le CHSCT ou, à défaut les délégués du personnel et avec le médecin du travail, une formation à la sécurité et une information, pour les travailleurs susceptibles d'être exposés à l'action d'agent cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction, dont le plomb fait partie.</li> </ul> <p>Formation et information sur les risques liés à cette exposition doivent être renouvelées périodiquement, et adaptées à l'évolution du risque (art.R.4412-38, R.4412-86, R.4412-93) .</p> <p>Une notice doit être adaptée à chaque poste de travail (art. R.4412-39)</p>
Etablissement d'un mode opératoire	<p>L'entreprise établira un mode en précisant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La nature de l'intervention ;</li> <li>- Les matériaux concernés ;</li> <li>- Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre</li> <li>- Les notices de poste prévues à l'article R. 4412 -39</li> <li>- Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ;</li> <li>- Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;</li> <li>- Les procédures de gestion des déchets ;</li> </ul>
Contrôle de l'exposition des travailleurs au plomb	<p>Les contrôles sont à la charge de l'entreprise et doivent être pratiqués par un organisme agréé par arrêté ministériel.</p>





Organisation concernée	Mesure de Coordination
	<p><b>Contrôle initial :</b> Un contrôle initial doit être obligatoirement effectué. Il comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une mesure de la concentration en vapeurs, fumées ou poussières de plomb de l'air inhalé par un travailleur. Cette concentration ne doit pas dépasser 0.10 mg/m<sup>3</sup> en moyenne pour 8 heures. En cas de travaux occasionnels, susceptibles de provoquer un dépassement de cette concentration limite, le médecin donne à l'employeur un avis sur les mesures destinées à assurer la protection des travailleurs.</li> </ul> <p>Ce contrôle doit être renouvelé lors de la survenue d'un incident ou changement notable apporté aux installations ou au procédé de travail.</p> <p><b>Contrôle Ultérieurs :</b> Des contrôles ultérieurs seront effectués selon des périodicités établies en fonction du niveau de concentration atteint et des valeurs de plombémie</p> <p><b>Modalités des contrôles atmosphériques :</b> Les modalités des contrôles atmosphériques sont définies dans un document établi par l'employeur après avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou à défaut des délégués du personnel, ainsi que du médecin du travail.</p>
Surveillance Médicale	<p>Un travailleur ne peut être affecté à des travaux mettant en œuvre du plomb que s'il a fait l'objet d'un examen préalable par le médecin du travail, comprenant un examen clinique et une surveillance biologique, et si la fiche d'aptitude atteste qu'il ne présente pas de contre indication médicale à ces travaux (art. R.4412-44)</p> <p>Une surveillance médicale renforcée est assurée si l'exposition à une concentration plomb supérieure 0.05mg/m<sup>3</sup> sur 8heures est constatée, ou lorsque le taux de plombémie dépasse 200 micro gramme/l pour les hommes et 100 micro gramme/l pour les femmes (art. R.4412-160)</p> <p>Une fiche d'exposition est établie pour chaque travailleur. Elle comprend les informations sur la nature du travail effectué, les dates et résultats des contrôles d'exposition (art .R.4412-40 à R.4412-43)</p>
Hygiène	<p><b>Vestiaires :</b> Deux vestiaires collectifs doivent être mis à la disposition du personnel, l'un « propre » et l'autre « sale », ils sont séparés par des douches (art. R.4412-156)</p> <p><b>Toilette :</b> Des douches, associées aux vestiaires collectifs, sont à la disposition des travailleurs soumis au risque plomb. Les douches doivent être utilisées à chaque fois que les travailleurs retirent leurs vêtements de travail souillés par le plomb.</p> <p><b>Repas :</b> La consommation de nourriture et de boisson ne doit s'effectuer que dans des zones non polluées et équipées d'installations sanitaires Pour rappel : il est interdit de boire, manger, fumer, priser et mâcher des gommages dans les locaux susceptibles de présenter des risques dus au plomb.</p> <p><b>Vêtements :</b> Les vêtements de travail souillés par le plomb ne doivent pas être portés en dehors du lieu de travail. C'est l'entreprise qui en assure l'entretien et le lavage fréquent.</p>
Protections collective et individuelle	<p><b>Généralités :</b> Les travaux exposant au plomb doivent se faire en système clos et étanche. En cas d'impossibilité, les emplacements de travail doivent être équipés de moyens efficaces assurant l'évacuation des poussières, des fumées et des vapeurs de plomb (Aspiration à la source puis rejet après filtration)</p>



Organisation concernée	Mesure de Coordination
	<p>S'il est impossible d'assurer une ventilation efficace des lieux de travail, le personnel exposé doit porter un appareil de protection respiratoire.</p> <p>Si la durée des travaux ne doit pas excéder une journée, cette protection peut être également utilisée. Il doit être fourni à chaque travailleur exposé au plomb des gants en matière imperméable aux produits manipulés, des vêtements de protection, une coiffure et des bottes ou chaussures de sécurité.</p> <p><b>Intervention milieu occupé :</b></p> <p>Des dispositions particulières doivent être prises lorsque des travaux favorisant le dégagement de poussières de plomb doivent être exécutés dans des lieux occupés.</p> <p>Isolation des pièces = sas de confinement</p> <p>Nettoyage des espaces d'intervention</p> <p>Ventilation = filtration</p> <p><b>Protection des voies respiratoire :</b></p> <p>Sur chantier, l'opérateur doit porter un appareil de protection respiratoire qui sera choisi en fonction des travaux et modes opératoires retenus, après analyse des risques.</p> <p><b>Nettoyage des lieux de travail :</b></p> <p>Les poussières seront captées à l'aide d'aspirateurs industriels munis de filtres type EU9 à EU14</p> <p>Les lavages seront effectués à l'aide :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'injecteurs-extracteurs,</li> <li>- De nettoyeurs à haute pression (Vigilance au niveau du brouillard pouvant contenir des poussières de plomb)</li> <li>- Eponges</li> </ul>
Evacuation et Stockage des déchets	<p><b>Stockage</b></p> <p>Les déchets doivent être évacués de manière continue hors du lieu de production au minimum tous les soirs et si possible à mi journée. Ils seront stockés à proximité dans un local fermant à clef et emballés dans des sacs et récipients étanches étiquetés.</p> <p><b>Traitement des déchets</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- En centre de traitement agréé pour les débris et poussières de plomb.</li> <li>- En installation de stockage de déchets non dangereux pour les éléments intégrés en bois ou métalliques, éléments en plâtre, revêtu de peinture au plomb, après ensachage.</li> <li>- En installation de stockage de déchets inertes pour les matériaux intègres (Pierre, briques, bloc de béton, sauf plâtre) revêtus de peinture au plomb avec teneur en plomb lixiviable inférieure à 0.5 mg/Kg</li> <li>- Les pots et récipient souillés, les EPI souillés hors service, les sacs des systèmes d'aspiration, les filtres des systèmes d'aspiration d'air, les chiffons souillés, les protections des sols et bâches de confinement seront évacués en installation de stockage de déchets dangereux.</li> </ul>

## 17° - TRAVAUX PAR FORTE CHALEUR

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention
Veille saisonnière du plan canicule (du 1 <sup>er</sup> juin au 31 août, voire	<p>Les entreprises devront:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- se tenir informées du niveau d'alerte actuel du plan canicule ;</li> <li>- évaluer les risques liés (R4121-1 à 3) aux fortes chaleurs (coup de soleil, crampes de chaleur, épuisement, coup de chaleur) et mettre en œuvre les moyens préventions dans le cadre d'un plan d'action. (Aménager des horaires de travail, augmenter de la fréquence des pauses de récupération, limiter le travail physique etc.) ;</li> </ul>



Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention
jusqu'au 15 septembre)	<ul style="list-style-type: none"><li>- mettre à la disposition des travailleurs de l'eau potable fraîche pour la boisson. (3 litres d'eau, au moins, par jour et par travailleur) ;</li><li>- rappeler aux personnels, par l'intermédiaire de causeries sécurité, les risques, les moyens de prévention, les signes et symptômes du coup de chaleur ;</li><li>- informer les salariés des mesures de premier secours ;</li><li>- mettre à jour leur PPSPS en communiquant les actions qu'elles vont mettre en œuvre pour leur personnel pendant la veille et l'alerte canicule.</li></ul> <p>Une attention particulière sera portée sur les postes de travail en hauteur dans les différents bâtiments et infrastructures ainsi que dans les zones confinées (absence de renouvellement d'air). Un moyen de vérification de la température (si &gt;34°) devra être mis en place.</p> <p><b>Le CSPS invite les entreprises à fournir l'EPI « fond de casque tête froide » aux salariés exposés à la chaleur</b></p>



# Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

## **RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE**

Les travaux seront exécutés à proximité de lieux habités et fréquentés nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur, sous couvert du maître d'œuvre, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers et aux riverains, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

### **Horaires de chantier**

A définir en accord avec MOA/MOE/CSPS/ [LOT](#)

[Désamiantage - Démolition](#)

### **Horaires et contraintes de livraisons**

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se feront dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. La gestion de l'accès des fournisseurs se fera par des consignes dans un document accueil du fournisseur établi en annexe du PPSPS simplifié de l'entreprise d'accueil.

## **SITE EN EXPLOITATION**

Travaux à l'intérieur d'un site en exploitation de type ( école , magasin , bureaux , établissement recevant du public)

**Sans objet**

## **EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS**

Une concertation des maîtres d'ouvrage sera nécessaire pour régler d'éventuelles interférences si d'autres chantiers venaient à démarrer à proximité immédiate du site.

# Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

## NETTOYAGE DU CHANTIER

### Règles générales de nettoyage du chantier

- Des bennes à déchets seront installées sur le chantier pour l'ensemble des travaux.
- Chaque entreprise devra nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement.
- Les dessertes des éventuels bungalows seront maintenues en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement de quelque nature que ce soit.
- Les voiries souillées seront nettoyées par les entreprises concernées.

### Rappel :

Les entreprises sont responsables du maintien en bon état de la viabilité des voies ouvertes à la circulation et empruntées par leurs engins.

Il est notamment interdit de :

- Brûler les déchets sur le chantier
- Abandonner ou enfouir des déchets quels qu'ils soient
- Laisser des déchets dangereux (pots de peinture, chiffons souillés etc.) sur le chantier et dans les bennes de chantier non prévues à cet effet.
- De rejeter dans les fossés des gravats, résidus de béton, bois etc.

## DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS

### Objectifs

L'objectif environnemental pour cette opération est de : « **Limiter les impacts environnementaux dus aux chantiers** »

Outre les opérations relatives au tri des déchets, telles que définies, l'objectif ne sera atteint que si un choix judicieux des produits mis en œuvre est effectué au début du projet.

L'utilisation de matériaux offrant une réelle aptitude au recyclage et le moins polluant possible sont à privilégier dans les dispositions constructives.

**Les entreprises utilisant des engins devront avoir sur le chantier un kit anti pollution en cas de fuite.**

Les huiles de vidange et les liquides hydrauliques seront récupérés, stockés et évacués selon la réglementation en vigueur. Les grosses opérations d'entretien seront réalisées dans les locaux de l'entreprise ou à minima sur des aires totalement étanches avec traitement des eaux de ruissellement.

Les toupies béton seront lavées sur l'aire de lavage étanche prévue à cet effet.

L'élaboration d'un **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets** (S.O.G.E.D.) par chaque entreprise permettra de gérer méthodiquement les déchets, de la production jusqu'à l'élimination.



# Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

## ORGANISATION DES SECOURS

L'objectif sera d'organiser les premiers secours sur le chantier rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante devra prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier. Elle pourra être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

**Appeler : POMPIERS : tél. 18 ou SAMU : tél. 15 ou à partir d'un téléphone portable composez le 112**

en donnant les informations suivantes :

ICI LE CHANTIER, [PARCELLES AK 443-44](#)

[Chemin de La Kabylie](#)

[34540 VIAS](#)

Le point de rencontre des secours sera défini [par le lot](#) en période de préparation

1. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT
2. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT
3. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE
4. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS, envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours ;
5. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, faites répéter le message

Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours pourra être envisagé à partir du téléphone du chantier, l'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée sera apposée à proximité du combiné pour faciliter les instructions données par téléphone.

## SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)

[Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail \(SST\) formés et recyclés depuis moins d'un an \(1 pour 20\).](#)

Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.

## INFIRMERIE

Sans objet

## DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE

Lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance :

- Utilisation des équipements de travail servant au levage de charges ;
- travaux temporaires en hauteur sous EPI ;
- travaux sous tension ;
- travaux depuis nacelle ;

L'intervention ne devra jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.



## **RISQUE INCENDIE**

Si les entreprises décident d'utiliser des produits présentant un risque d'incendie (définis dans le PPSPS), le coordonnateur SPS désignera en accord avec la maîtrise d'œuvre les zones de stockage particulières.

Les locaux de stockage, les vestiaires, le réfectoire etc. devront être équipé d'un extincteur portatif. Le matériel fera l'objet d'une vérification annuelle.

Les travaux suivants devront être réalisés avec des extincteurs adaptés à proximité du poste de travail en complément d'écrans de protection voire de bâches ignifugées pour les points chauds

- Travaux de soudage, d'oxy-découpage, meulage, découpe.
- Utilisation de produits inflammables (décapants, peintures...). Le point éclair de ces produits ne devra pas être inférieur à + 40°. Dans le cas contraire aucune co-activité ne sera acceptée lors de l'utilisation de ces produits à risques

Un extincteur à poudre polyvalente sera installé près des :

- groupes électrogènes et autres moteurs thermiques

Il est interdit de fumer lors des opérations ravitaillements en carburant des différents engins et moteurs

**Le numéro d'appel des SAPEURS POMPIERS est le 18.**

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.



# Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

## **ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE**

### **Les principales obligations de l'entrepreneur désigné par le maître de l'ouvrage**

- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention (art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2 et L. 4534-1) en phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves.
- Rédiger et tenir à jour les PPSPS simplifiés pour les entreprises exécutant des travaux présentant des risques particuliers, les transmettre aux organismes de prévention IT, CARSAT/CRAM et OPPBTP, au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage (art. L.4532-9, R. 45732-75 et 76).
- Respecter les obligations résultant du plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (Art. L. 4531-1 à L. 4531-18).
- Viser le registre journal de la coordination SPS et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS (art. L. 4531-1 à L. 4531-18) ;
- Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux (art. R. 4532-38).
- Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS.

### **Etablissement obligatoire d'un PPSPS simplifié**

Les entreprises exécutant des travaux présentant des risques particuliers doivent rédiger un PPSPS simplifié avant toute intervention sur le chantier après avoir effectué la visite d'inspection commune, avec le coordonnateur SPS (article R. 4532-38 1° du code du travail).

L'objectif du PPSPS simplifié étant d'évaluer les risques et d'écrire les consignes à observer ou à transmettre aux travailleurs appelés à intervenir sur le chantier et les conditions de santé et de sécurité dans lesquelles vont être exécutés les travaux

### **Délais et règle de diffusion du PPSPS simplifié**

La diffusion du PPSPS est la suivante :

- ⇒ 1 exemplaire est adressé obligatoirement **par mail** au Coordonnateur SPS réalisation en charge de la mission
- ⇒ 1 exemplaire à jour du PPSPS sera tenu disponible en permanence sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT/CRAM, l'OPPBTP, la médecine du travail, les membres du CISSCT pour les opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie, CHSCT ou les délégués du personnel.
- ⇒ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT / CRAM et à l'OPPBTP :
  - pour les entreprises chargées du gros œuvre ou du lot principal ;
  - pour l'entreprise appelée à exécuter des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003.
  - **La non remise du PPSPS au coordonnateur sécurité est puni d'une amende de 9000 euros (l'article L. 4744-5 du Code du travail)...**

## **INSPECTION COMMUNE**

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit demander à procéder à une inspection commune avec le coordonnateur SPS.

En application de l'article R. 4532-13 du code du travail, le coordonnateur SPS doit procéder à inspection commune avec toutes les entreprises, quelles que soient leur rang, préalablement à l'élaboration de leurs PPSPS simplifié pour les travaux présentant des risques particuliers et leurs interventions sur le chantier pour les autres entreprises.

**L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour l'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.**

Au cours de cette inspection commune, sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :





- les consignes à observer et à transmettre,
- les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Elle est réalisée obligatoirement avant remise du PPSPS.

## **SOUS-TRAITANT**

Avant toute intervention sur le chantier, le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : visite d'inspection commune et établissement du PPSPS simplifié s'il est appelé à exécuter des travaux à risques particuliers.

L'entreprise titulaire du marché a l'obligation de remettre le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et protection de la santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité.

Ce document pourra être son propre PPSPS simplifié.

A partir de ce document, le sous-traitant établit son propre PPSPS simplifié, il dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS simplifié.

## **TRAVAILLEURS INDEPENDANTS**

Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997.

Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS simplifié avant toute intervention sur le chantier (articles R. 4535-1 et 4535-2 du code du travail).

## **TRAVAILLEURS INTERIMAIRES**

Les entrepreneurs utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer que :

- Le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- le personnel est encadré en permanence par du personnel de l'entreprise
- les documents médicaux pour la profession déterminée ont bien été délivrés. Une copie de ces documents sera disponible sur le chantier,
- le personnel a suivi une formation obligatoire renforcée à la sécurité, notamment si celui-ci est exposé à des risques particuliers
- le personnel est intégré au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne les équipements individuels et les cantonnements (vestiaires, réfectoires, sanitaires),
- le personnel a reçu les consignes particulières liées à l'activité de l'entreprise sur le projet.

## **TRAVAIL DISSIMULE**

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;
- une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.

## **PRET DE MAIN D'OEUVRE**

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes



problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

## **RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL**

MOA, MOE et CSPS seront immédiatement informés en cas d'accident sur le chantier.



## Annexe(s)

(Liste à compléter selon besoins)

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage
- Réglementation sur les installations de chantier
- Documents et procédure nécessaires à l'établissement du DIUO en fin de travaux.
- Obligation du Maître d'ouvrage en phase réalisation de l'ouvrage
- Obligation du Maître d'œuvre pendant la phase réalisation de l'ouvrage
- Mesures générales de prévention préconisées
- Diagnostics Amiante avant démolition et plomb avant démolition ( à joindre par le MOA au DCE)



## Annexe 1 – Liste des lot et/ou entreprises désignées par le maître d'ouvrage

### - Liste des lots, entreprises désignées par le maître d'ouvrage

<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
<b>Désamiantage - Démolition</b>	T			

## Annexe 2 – Réglementation sur les installations de chantier

### INSTALLATIONS OBLIGATOIRES SUR LES CHANTIERS DU BTP

Installations		Chantiers d'une durée inférieure à 4 mois	Chantiers d'une durée égale ou supérieure à 4 mois
Vestiaire		<p>Local vestiaire (article R4534-139 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Éclairé</li> <li>- Convenablement aéré</li> <li>- Chauffé en saison froide</li> <li>- Équipé d'armoires individuelles (ou à défaut de patères si chantier exigu)</li> <li>- Nettoyé 1 fois par jour</li> <li>- Exempt de tout stockage de produits et matériaux</li> <li>- Muni de sièges en nombre suffisant</li> </ul> <p>Si ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier (ex. : chantier mobile), possibilité d'utiliser des véhicules de chantier aménagés permettant aux salariés de disposer de vestiaires, cabinets d'aisance et douches si possible (article R4534-140 du code du travail).</p> <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p>Vestiaire et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Éclairé</li> <li>- Chauffé en saison froide</li> <li>- Sol et parois facilement nettoyables</li> <li>- Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412,149 et R.4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail</li> <li>- Maintenu en état constant de propreté</li> <li>- Installations séparées si personnel mixte</li> <li>- Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage</li> </ul> <p>Vestiaire (article R4228-6 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sièges en nombre suffisant</li> <li>- Armoires individuelles : <ul style="list-style-type: none"> <li>- ininflammables</li> <li>- à double compartiment</li> <li>- munies de serrure ou cadenas</li> </ul> </li> </ul>
	Lavabos	<p>Lavabos ou rampes (article R4534-141 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 orifice pour 10 travailleurs</li> <li>- Eau potable</li> <li>- Si possible à température réglable</li> <li>- Moyens de nettoyage</li> <li>- Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et changés chaque fois que nécessaire</li> </ul>	<p>Lavabos (article R4228-7 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 lavabo pour 10 travailleurs</li> <li>- Eau potable</li> <li>- Température réglable</li> <li>- Moyens de nettoyage</li> <li>- Moyens de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire.</li> </ul>
Douches		Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 23/07/1947 modifié (article R.4228-8 du code du travail). Ex. : travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc.	
Eau pour la boisson		Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la boisson (articles R4534-143 et R.4225-2 du code du travail)	
Cabinets d'aisance, urinoirs		<p>Obligations identiques pour les 2 types de chantiers (articles R4228-10 à R4228-15 et R4534-144 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés</li> <li>- Chasse d'eau</li> <li>- Éclairage</li> <li>- Chauffage en saison froide</li> <li>- Sols et parois imperméables et facilement nettoyables</li> <li>- Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnables de l'extérieur</li> <li>- Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires</li> <li>- Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412-149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail</li> <li>- 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau</li> <li>- Papier hygiénique</li> <li>- Installations séparées en cas de personnel mixte</li> </ul> <p>(*) voir note de bas de page</p>	
Réfectoire		<p>Si des travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local spécial (article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tables + chaises en nombre suffisant</li> <li>- Réchaud</li> <li>- Garde-manger</li> <li>- Réfrigérateur si possible</li> <li>- Maintien en état constant de propreté</li> </ul> <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p>Si moins de 25 travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail et article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tables + chaises</li> <li>- Réchaud</li> <li>- Garde-manger</li> <li>- Réfrigérateur si possible</li> <li>- Maintien en état constant de propreté</li> </ul> <p>Si 25 travailleurs au moins prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local de restauration (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tables + chaises en nombre suffisant</li> <li>- Réchaud</li> <li>- Réfrigérateur</li> <li>- 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers</li> <li>- Nettoyage du local et des équipements après chaque repas</li> </ul>
1 <sup>ers</sup> Secours	Boîte de secours	Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible. Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions prévues par l'article R4224-24 du code du travail (articles R4224-14 et R4224-23 du code du travail).	
	Secouriste	Dans chaque chantier occupant vingt personnes au moins pendant plus de quinze jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence (article R4224-15 du code du travail).	

(\*) : pour les seuls chantiers dont la durée est inférieure à 4 mois : si la mise en place de ces installations est impossible en raison de la disposition des lieux le chef d'entreprise recherche à proximité du chantier un local ou emplacement présentant des conditions équivalentes (article R4534-145 du code du travail).



### **Annexe 3 – Documents et procédures nécessaires à l'établissement du DIUO**

**Sans objet.**



## **Annexe 4 – Obligations du Maître d'ouvrage en phase réalisation de l'ouvrage**

- Veiller à la mise en œuvre des principes généraux de prévention
- Désigner le CSPS phase réalisation
- Tenir compte des observations du CSPS
- Viser le registre journal de la coordination SPS si besoin
- Constituer et fournir la liste des intervenants au CSPS
- Recevoir et conserver le DIUO
- Transmettre le DIUO à l'exploitant
- Transmettre le PGC, sur leur demande, aux organismes institutionnels de prévention (OIP)
- Conserver le PGC 5 ans

## **Annexe 5 – Obligations du Maître d'œuvre pendant la phase réalisation de l'ouvrage**

- **Veiller à la mise en œuvre des principes généraux de prévention**
- Assurer la maîtrise du chantier (suivant mission confiée par le maître d'ouvrage)
- Harmoniser dans le temps et dans l'espace les actions des différents intervenants au stade des travaux
- Mettre en application les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination
- Transmettre au CSPS tous les documents utiles à sa mission
- Inviter le CSPS à toutes les réunions de MOE et lui transmettre les CR
- Faire respecter les pièces écrites du marché **(y compris le PGC)**
- **Tenir compte des observations du CSPS**
- Viser le registre journal de la coordination SPS si besoin

## Annexe 6 – Mesures générales de prévention préconisées

- Application des principes généraux de prévention.
- Respect des prescriptions techniques de protection durant l'exécution des travaux, chapitre IV, du titre III, du livre V de la quatrième partie santé et sécurité au travail du code du travail.
- Respect des procédures de retrait amiante, constitution d'un plan de retrait suivant les cas.
- Respect des procédures réglementaires préalables en cas de retrait de matériaux dangereux (exemple : plomb etc.)
- Mise en place des sécurités collectives sur les postes de travail.
- Respect du port des protections individuelles. EPI adaptés aux travaux à réaliser
- Cheminements non encombrés, chantier rangé. Poste de travail nettoyé et déchets évacués régulièrement.
- Organiser les phases de travaux afin de limiter les risques liés aux interférences des interventions simultanées des entreprises (co-activité).
- Anticiper la pose des protections définitives
- Respect du code de la route ; notamment lors des entrées et sorties du site.
- Personnel titulaire des habilitations, formations et autorisations de conduites requises
- Utilisation d'engins mécanisés ergonomiques
- Matériels et engins en bon état. Contrôles périodiques à jour.
- Respect des distances de sécurité avec les engins
- Prise en compte des FDS des produits
- Respect des règles de sécurité en matière de levage et d'élingage examen d'adéquation
- Prendre toutes mesures de sécurité avant d'engager les travaux avant démolition
- Confortement préventif des talus et interdictions d'excavations en sous-cavage
- Crossage ou capuchonnage des fers en attente
- protections des fouilles par des éléments rigides et/ou remblaiement à l'avancement
- Blindage et assèchement des fouilles, des puits
- Attendre les retours des DICT pour commencer les travaux et tenir compte des observations.
- S'assurer de la neutralisation des réseaux existants avant travaux
- Repérage et respect des distances de sécurité à proximité des réseaux
- Signalisation routière à positionner conformément à l'arrêté de voirie.
- Extincteur adapté et contrôlé à proximité des engins et travaux par point chaud.
- Kit anti pollution par engin
- Prise en compte du rapport de sol du géotechnicien.
- Contrat de vigilance passé avec PREDICT Services pour anticiper le risque de crue
- Supprimer les superpositions et juxtapositions de tâches.
- Balisage des zones d'activités
- Protections des zones à risques par des barrières rigides
- Mode opératoire permettant de soustraire les salariés de la zone d'exposition aux risques
- Personnels formés geste et posture, se faire aider
- Personnels formés aux techniques employées
- Prendre des dispositions pour supprimer la propagation des poussières
- Câblette anti coup de fouet sur chaque raccord tête de chat des flexibles sous air
- Montage et utilisation des échafaudages conforme au décret 2004-924 du 1<sup>er</sup> septembre 2004
- Guidage des véhicule par du personnel identifié, habilité et formé aux gestes et signaux conventionnels de commandement
- Identifier le personnel allergique aux piqûres d'insectes et sensibiliser le personnel aux risques liés aux morsures de serpents
- Nommer une personne en charge de la surveillance de l'ensemble des consignes liées à la sécurité
- Accueil des intervenants et ¼ sécurité avant début des travaux.
- Formation renforcée pour les intérimaires
- Niveau de sous-traitance limité à 1
- Présence et/ou visite d'un animateur sécurité de l'entreprise
- Réalisation d'une inspection commune avec le CSPS et remise d'un PPSPS au CSPS
- Personnel avec carte d'identification professionnelle
- Gestion préalable des co-activités en réunion
- Secouristes présents sur le chantier et identifiables. 1 secouriste pour 10 personnes voire 1 secouriste par équipe.

## Annexe 7 – Repérage Amiante et plomb avant démolition (Annexe libre)

Documents joints par la MOA dans le DCE.

